

A Nea Manolada, la culture de la fraise d'exportation et l'utilisation d'une main-d'œuvre immigrée ont bouleversé la vie des campagnes et assuré la prospérité des agriculteurs. Mais la crise menace à son tour la Grèce des champs

Catherine Simon
Nea Manolada (Grèce),
envoyée spéciale

C'est la fierté du coin, de l'or en barquettes – et c'est vrai qu'elles sont bonnes, les fraises du Péloponnèse : charnues, parfumées, sucrées à point. « Ici, c'est bio. Pas de chimie, rien. Tout est cueilli à la main », affirme Costas Demopoulos. Agriculteur prospère, ce malabar en chemisette, visage tanné par le soleil, est l'un des premiers à s'être lancé, dès la fin des années 1980, dans la production des camarosas, cantogas, festivals et autres fortunes. Aujourd'hui, la région de Nea Manolada, au sud-ouest de Patras, produit 40 000 tonnes de fraises par an, dont 80 % sont exportées.

Mais l'âge d'or est passé. La récession et les mesures d'austérité, annoncées par le gouvernement, frappent aussi les campagnes. La saison 2010, qui s'achève en juin, ne devrait pas encore en ressentir les effets. Mais, en 2011, avec le recul attendu de la consommation, la production pourrait baisser « de 30 % à 40 % », reconnaît Costas Demopoulos. La main-d'œuvre ? « Pareil, sûrement », lâche l'agriculteur, hésitant à faire cet aveu.

Le mercredi 5 mai, jour de grève générale en Grèce, sera un moment faste pour Nea Manolada et les travailleurs de la fraise. Surtout pour Bepari M. H. Farook, épicière du village. Pas à cause de la grève, à vrai dire. Ici, dans le Péloponnèse agricole, il n'y a que les employés municipaux, tous grecs « de souche », qui devraient cesser le travail. Et encore ! « Seulement ceux qui votent pour la Nouvelle Démocratie [droite conservatrice, opposition]. Ceux du Pasok [gauche au gouvernement] ne feront pas grève », prédit M. H. Farook. Non, le 5 mai, le grand événement, ce sera la visite d'une délégation consulaire du Bangladesh, venue spécialement d'Athènes jusqu'à Nea Manolada, pour rencontrer les ressortissants bangladais et examiner leurs problèmes de papiers. Une première qui comble M. H. Farook. Arrivé en Grèce en 1989, il est, à 42 ans, le doyen des migrants du village. Cette visite consulaire est un peu sa victoire.

Son épouse, une jeune Grecque, cheveux blonds tirés en queue-de-cheval et gentil regard clair, s'est mise dehors pour fumer une cigarette, à l'entrée du magasin. Elle porte un jogging gris et de grosses pantoufles orangées. Ici, c'est la campagne. Pas de chichis. On gare le tracteur dans le jardin. Cela ressemble à la Bulgarie, en plus riche.

A Nea Manolada, les Bulgares sont d'ailleurs nombreux, comme les Albanais. Les immigrés du Pakistan ou du Bangladesh forment un contingent plus important encore. A en croire Bepari M. H. Farook, les natifs du Bangladesh seraient près de deux mille, dans le village et ses alentours, suivis par les Bulgares, les Egyptiens, les



Sous les serres de Nea Manolada, des travailleurs immigrés ramassent les fraises pour 25 à 30 euros par jour. IAKOUOS HATZISTAVROU POUR « LE MONDE »

Les fraises amères du Péloponnèse

Roumains, les Albanais et quelques Russes. Seretis Adonis, maire de Varda, le bourg voisin, dont Nea Manolada dépend administrativement, affirme, lui, que le village aux fraises compte deux mille « habitants grecs » et plus de trois mille ouvriers agricoles étrangers, « dont la moitié vivent sur place à l'année ». Sur les sujets sensibles, chacun a sa version.

Il en est ainsi de la fameuse grève d'avril 2008. Selon les dépêches de presse de l'époque, elle avait permis aux saisonniers de Nea Manolada d'obtenir, non sans horions, une augmentation de salaire. Deux ans plus tard, personne ne semble s'en souvenir. « Ce sont les gens du Pame [syndicat proche du Parti communiste] qui ont fait grève, pas les ouvriers. Quant à l'augmentation des salaires, elle était prévue de longue date », grommelle le responsable de la coopérative locale, Fotis Kyriazis.

Vraiment ? « Depuis sept ans que je suis là, mon salaire n'a jamais été augmenté. Il est de 25 euros pour six heures ou sept heures de travail », assure un saisonnier, pré-nommé Vassili, originaire de Roumanie. Bepari M. H. Farook confirme : « Depuis 2007, les salaires n'ont pas bougé. Ils sont toujours à 25 euros la journée ». C'est-à-dire, grève ou pas, largement en dessous du salaire légal. Sur ce point, tout le monde est d'accord. Et personne n'y trouve à redire.

« C'est un problème, bien sûr », admet cependant le vieux Stivas Georgios, ancien élu de Kyllini, petite bourgade d'où partent les ferries pour Zante et les îles ioniennes. « Mais comment faire », ajoute-t-il. Aucun Grec n'acceptera de travailler pour une somme aussi dérisoire. Le maire de Varda estime, pour sa part, que les travailleurs immigrés, à qui la région doit le développement et le succès de ses productions agricoles, la fraise en particulier, « mériteraient d'avoir le droit de vote – au moins ceux qui sont là depuis longtemps ». Encore faudrait-il qu'on leur donne des papiers...

Selon une étude récente, réalisée par le sociologue Apostolos Kapsalis, « pour les deux tiers des migrants » résidant en Grèce, il est « difficile, voire impossible » de faire renouveler le permis de séjour, du fait des réticences des employeurs à fournir les documents ad hoc et des complications, confinant à l'absurde, des règlements administratifs. Moralité, si l'on peut dire : environ 70 % des immigrés n'auraient aucun papier. « L'échec de la lutte contre le travail illégal et le fait de maintenir les migrants dans un statut de quasi-clandestinité, depuis plus de vingt ans, ne peuvent pas être accidentels », estime le chercheur. C'est au début des années 1990, en effet, que les premiers migrants sont arrivés. Du Bangladesh notamment. Dans la région de Nea Manolada, c'est « grâce à eux », souligne le maire de Varda, que la production de fraises a pris son envol.

« Contrairement aux Kurdes et aux Afghans, qui veulent à tout prix quitter la Grèce pour l'Angleterre ou l'Amérique, les gens du Bangladesh sont prêts à rester, à s'installer », observe Mariani Papanikolaou, militante de Kinisi. L'association est née en 2008, à Patras, pour défendre les droits des étrangers. Les migrants, condamnés à piétiner en Grèce (du fait des règlements européens), harcelés par la police, rejetés par les habitants, ont vu leur campement détruit par les autorités, au début de l'été 2009. Depuis lors, ils sont réduits à se cacher dans les forêts, à l'entrée de la ville, en bordure d'autoroute.

Quant aux Africains, instruits, parlant bien l'anglais, souvent assez politisés, « ils vivent à l'écart, à l'autre bout de la ville ». « Certains en ont tellement assez qu'ils demandent à être renvoyés en Afrique », ajoute Mariani Papanikolaou. Elle-même, on le devine, doit se sentir lasse parfois. Patras, troisième ville du pays, n'échappait pas, dit-elle, à une « montée sensible de la xénophobie » –, dont pourrait profiter, en

novembre, aux prochaines élections régionales, les candidats de l'extrême droite.

Panayotis Christias, lui, est un homme heureux. Associé à Costas Demopoulos, cet agronome de 70 ans dirige la société Agrogreece, spécialisée dans la production et l'exportation des produits agricoles. A l'entendre, c'est lui qui, le premier, en 1976, aurait démarré « sur deux hectares » la culture des fraises, sur les collines de Nea Manolada. Aujourd'hui, la région compte « près de neuf cents hectares », dédiés à la fraise bio. On y cultive aussi, comme autrefois, la pomme de terre et la tomate, sans oublier les agrumes et les olives.

Mais le mode de vie a changé. Le père de Panayotis Christias, comme celui de Fotis Kiriazis ou de Seretis Adonis, se déplaçait à

« Contrairement aux Kurdes et aux Afghans, qui veulent à tout prix quitter la Grèce pour l'Angleterre ou l'Amérique, les gens du Bangladesh sont prêts à rester, à s'installer »

Mariani Papanikolaou
militante de Kinisi

pied ou à dos d'âne. « Notre famille était très pauvre, on était six enfants, se rappelle l'agronome. On mangeait de la viande une fois par semaine, parfois seulement une fois par mois ». Aujourd'hui, il possède deux voitures, une Mazda et une Mercedes. Et l'une de ses filles vit aux Etats-Unis – « elle est professeur au Massachusetts Institut of Technology et elle parle six langues ! », dit-il fièrement, en faisant visiter ses serres. Quand il était enfant, « les seuls à travailler aux champs, c'était nous : les membres de la famille ». En une génération, la roue a tour-

né. Panayotis Christias, qui s'est présenté à la députation sur la liste Syriza (alliance de gauche), se défend d'être un exploitateur. « Les saisonniers, je leur donne l'opportunité de survivre », plaide-t-il. En plus, il les paye mieux que d'autres : « 30 euros la journée ». Dormant dans des taudis « en dur » ou dans les champs, « sous des tentes » – en fait sous des bâches en plastique, les mêmes qu'on utilise pour couvrir les serres –, les saisonniers ne se plaignent pas. Si demain la production de fraises bat de l'aile, « ils feront autre chose : la pomme de terre ou la pastèque », dit-on à Nea Manolada.

Le bureau de transfert d'argent, ouvert en 2003, ne désemplit pas. Les Bangladais viennent en groupe, tous les mois ou tous les deux mois, et envoient « de grosses sommes d'argent : de 1 000 à 2 000 euros, parfois plus » ; tandis que les Roumains, les Bulgares ou les Albanais transfèrent chaque semaine à leur famille « 30 à 50 euros », explique l'employé du bureau, trônant derrière son comptoir. Ici, comme dans l'épicerie de Bepari M. H. Farook, une image pieuse, encadrée d'or, est accrochée au mur, rappelant qu'on est en terre chrétienne.

C'est d'ailleurs dans l'église orthodoxe, située à deux pas de son magasin, que M. H. Farook, d'abord converti au christianisme, s'est marié, en 1997. « On doit être trois ou quatre comme moi, dans toute la Grèce ! », s'amuse-t-il. A son arrivée dans le Péloponnèse, le racisme était « très fort », dit-il, sans s'étendre. « Maintenant, ça s'est calmé », assure l'ancien saisonnier, qui a mis sept ans pour obtenir la nationalité. Ce ne sont pas les fraises, qui l'ont enrichi, mais le trabendo (marché noir) de bijoux en argent, « achetés à Athènes et revendus dans le Péloponnèse, aux touristes ». Assise derrière la caisse, son épouse lui sourit. Leurs deux filles, 13 ans et 7 ans, viennent de rentrer de l'école. « On travaille en famille – ma femme et moi », dit l'épicière, avec fierté. A la mode des Grecs d'autrefois... ■

